

N° 36  
Octobre  
2017

## Mission Analyse Stratégique, Synthèses et Prospective (MASSP)



Les Notes de la Mission Analyse Stratégique, Synthèses et Prospective (MASSP) de la Direction Générale de la Cohésion Sociale ont pour vocation unique de contribuer à la connaissance et à l'observation sur le champ de la cohésion sociale et des politiques qui s'y rattachent. Elles sont prioritairement à destination des services de l'Etat (en centrale et en services territoriaux) et sont à visée purement informative pour nourrir la réflexion et les échanges avec tous les acteurs du champ social.

La MASSP est une entité directement placée auprès du Directeur Général de la Cohésion sociale pour produire des analyses permettant la mise en perspective des politiques élaborées et pilotées par la DGCS.

## Baromètre de perception de la cohésion sociale 2016 de la DGCS

Pascal NOBLET, Florian STRASER, Chargés de mission

### RESUME

Depuis 2011, la DGCS a initié un baromètre de perception de la cohésion sociale. Ce baromètre est intégré dans le baromètre d'opinion sur la protection sociale et les politiques sociales que pilote la DREES depuis 2000.

En 2016, 3 038 personnes ont été interrogées en face-à-face d'octobre à décembre par l'institut BVA, à la demande de la DREES. L'échantillon qui en résulte est représentatif de la population française métropolitaine âgée de 18 ans et plus. Il est construit selon la méthode des quotas, par sexe, âge, profession de la personne de référence, après stratification par région et catégorie d'agglomération.

La présente note synthétise les résultats de ces différentes vagues d'enquêtes et les confronte aux résultats d'autres enquêtes portant sur des thématiques proches.

La première partie est consacrée à l'opinion des Français sur l'état de la cohésion sociale, à leur sentiment quant à leur intégration personnelle dans la société et à leur vision de l'avenir.

La seconde partie commente l'évolution de l'opinion des Français relative aux discriminations et à la diversité, en se concentrant notamment sur les questions liées à l'immigration, la laïcité et les inégalités entre les femmes et les hommes.

La troisième partie est un focus sur l'évolution de la perception des Français vis-à-vis du système de protection sociale, sachant que ce système est considéré comme contribuant fortement à la cohésion sociale.

## 1. Les Français et la cohésion sociale

### a. La cohésion sociale : de quoi parle-t-on ?

Il existe une définition européenne de la cohésion sociale. Selon le Conseil de l'Europe, la cohésion sociale exprime « la capacité d'une société à assurer le bien-être de tous ses membres, à minimiser les disparités et à éviter la polarisation. Une société cohésive est une communauté solidaire composée d'individus libres poursuivant des buts communs par des voies démocratiques »<sup>1</sup>.

Cette définition illustre bien les multiples dimensions auxquelles renvoie la notion de cohésion sociale. « Assurer le bien-être », c'est fournir à chacun, à tout le moins, des moyens décents d'existence et assurer sa sécurité ; « minimiser les disparités » renvoie à la réduction des inégalités et à l'offre d'une égalité des chances ; « éviter la polarisation », c'est faire en sorte que les différences culturelles ne deviennent pas le terreau de processus d'exclusion et de ségrégation. Enfin, on se situe dans le cadre d'une société démocratique. Dans ce contexte, des individus libres doivent nécessairement partager des valeurs communes et une volonté de « vivre ensemble » sans lesquelles il ne saurait y avoir de communauté solidaire.

La cohésion sociale est un concept-horizon. Dans la mesure où elle évoque une sorte d'état d'harmonie vers lequel il serait souhaitable de tendre, elle est généralement mobilisée sur un mode négatif. On y fait référence avant tout pour mettre en avant les menaces qui pèsent sur elle<sup>2</sup>.

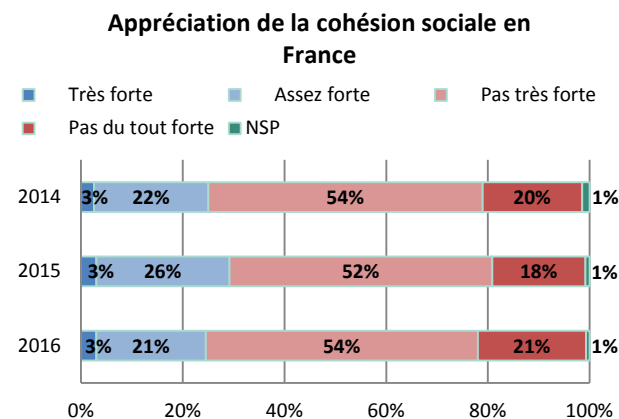
### b. La perception d'une cohésion sociale faible

Selon les résultats du baromètre de perception de la cohésion sociale 2016 de la DGCS, 75 % des Français qualifient la cohésion sociale de « pas très » voire « pas du tout » forte en 2016,

<sup>1</sup> Conseil de l'Europe, *Elaboration concertée des indicateurs de la cohésion sociale. Guide méthodologique*, 2005.

<sup>2</sup> Cyprien AVENEL, « La cohésion sociale : de quoi parle-t-on ? Clarifier le concept pour consolider un nouveau modèle d'action », *L'Année de l'Action Sociale*, 2015, pp. 120-136.

ce qui représente un retour au niveau de 2014 après une année 2015 marquée par les attentats de Paris.



*Note* : réponses à la question "Selon vous, la cohésion sociale en France est-elle actuellement ?"

*Source* : Baromètre de perception de la cohésion sociale de la DGCS

Le genre, l'âge, le statut professionnel et le lieu d'habitation des personnes interrogées influencent la perception de la cohésion sociale. Les femmes apparaissent plus critiques que les hommes sur cette question, puisque 76 % d'entre elles jugent la cohésion sociale faible contre 73 % des hommes. Les moins de 35 ans sont aussi plus nombreux que la moyenne à estimer que la cohésion sociale n'est pas forte (78 %, contre 73 % pour les plus de 50 ans). Enfin, on observe un écart significatif entre les enquêtés qui travaillent à temps plein et ceux travaillant de façon intermittente (74 % contre 85 %).

On constate néanmoins, dans l'enquête « Conditions de vie et aspirations » du Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie (CREDOC) réalisée début 2017, une hausse de la part de répondants qui accordent une importance très grande à la cohésion sociale : sur une échelle allant de 1 à 7, 27 % attribuent à la cohésion sociale une importance supérieure ou égale à 6, soit 4 points de plus par rapport à 2015. Cela peut refléter une quête de lien social, d'autant plus importante que ce qui unit les citoyens les uns aux autres pose question dans un contexte marqué par le terrorisme, la méfiance et la peur de tensions avivées entre les groupes sociaux<sup>3</sup>.

<sup>3</sup> CREDOC, *Note de conjoncture sociétale. L'émancipation*, 2017.

Amenés à identifier ce que les pouvoirs publics doivent faire en priorité pour renforcer la cohésion sociale, 32 % des Français privilégient l'objectif d'assurer à tous la possibilité d'occuper un emploi<sup>4</sup>. Ce sujet marque cependant un recul net de 7 points par rapport à 2014. Au contraire, l'attente d'une action consistant à punir plus sévèrement les délinquants connaît une forte progression, se classant à la troisième place (12 %, en hausse de 4 points par rapport à 2014). On note également que, si 16 % des Français jugent que les pouvoirs publics devraient prioritairement délivrer une éducation de qualité à tous, 30 % des cadres privilégient cette solution. Un clivage apparaît ici avec les ouvriers qui se prononcent plutôt en faveur du renforcement de la cohésion sociale par l'emploi (38 % des ouvriers choisissent la réponse « assurer à tous la possibilité d'occuper un emploi »).

### c. Les Français divisés face aux sentiments d'intégration et de solitude

Bien qu'ils jugent la cohésion sociale faible, 93 % des Français se sentent personnellement bien intégrés à la société française<sup>5</sup>. Le sentiment d'intégration progresse de 3 points par rapport à 2015 pour rejoindre lui aussi un niveau proche de celui de 2014, même si la proportion de personnes interrogées se sentant très bien intégrées était sensiblement plus importante alors (65 % en 2014 contre 58 % en 2016).

Dans la vague 2016, le sentiment d'intégration demeure négativement corrélé à l'âge : seulement 50 % des 18-24 ans se disent très bien intégrés contre 66 % des plus de 65 ans. Néanmoins, cet écart faiblit de manière importante. En effet, ce sentiment connaît une hausse de 12 points chez les 18-24 ans, tandis qu'il reste stable pour les 65 ans et plus.

Parmi les personnes ne se sentant pas intégrées à la société française, ce ressenti apparaît beaucoup plus nettement parmi les chômeurs (17 %), les bénéficiaires du RSA (20 %) et les personnes en situation de handicap, d'invalidité ou de dépendance (16 %). Mais il est en net baisse par rapport à 2015 dans ces mêmes catégories de respectivement 9, 2 et 4 points.

<sup>4</sup> Baromètre de perception de la cohésion sociale DGCS, 2016.

<sup>5</sup> Ibid.

Comme critère d'intégration, les Français citent, selon le baromètre de la DGCS, en premier lieu le partage d'une culture et de valeurs communes (28 %). L'importance de ce critère augmente aux yeux des Français, puisque les citations ont progressé de 5 points en deux ans. Néanmoins, une analyse par critères sociodémographiques révèle des disparités significatives : avoir un travail qui convient à l'individu est le facteur d'intégration le plus important pour les ouvriers (24 % le citent contre 18 % en moyenne), quand les cadres privilégient nettement plus le partage d'une culture et de valeurs communes (41 %), tout comme les Français naturalisés et les personnes de nationalité étrangère (respectivement 37 % et 36 %).

Un peu moins de quatre Français sur dix disent se sentir appartenir avant tout à la France, quand 22 % se sentent surtout appartenir à leur commune ou leur quartier et 13 % « au monde ». Les 18-24 ans ont, plus que la moyenne, le sentiment d'appartenir « au monde » (19 %), les 65 ans et plus citent eux plutôt appartenir à la France (44 %). 31% des habitants de communes rurales estiment d'abord appartenir à leur commune ou leur quartier, contre seulement 15 % des résidents de l'agglomération parisienne.

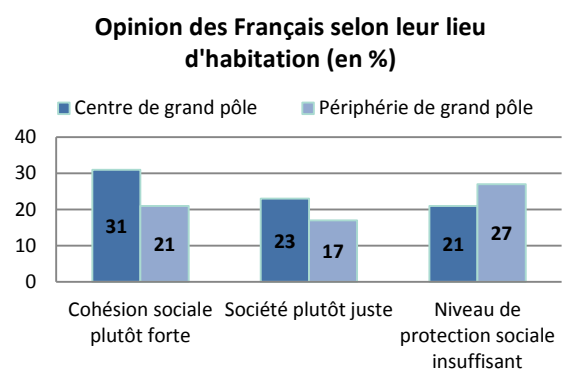
#### De nettes différences territoriales de perception de la cohésion sociale

Aux inégalités économiques ou sociales observées entre les territoires peuvent s'ajouter des inégalités perçues par les populations quant à leur mode de vie. Ainsi, les résultats du baromètre d'opinion 2016 de la DREES révèlent que les avis divergent sensiblement entre les centres et leur périphérie<sup>6</sup>.

Les habitants des centres des grands pôles sont plus nombreux que ceux qui vivent en périphérie à considérer que la cohésion sociale est plutôt forte dans la société française (31 % contre 21 %), et que la société française est plutôt juste (23 % contre 17 %). A contrario, la proportion de personnes qui estiment que le niveau de protection sociale est insuffisant est plus élevée (+ 6 points) dans les périphéries

<sup>6</sup> D'après l'Insee, une grande aire urbaine est constituée d'un pôle urbain de plus de 10 000 emplois et d'un espace périurbain. Ce dernier représente l'ensemble des communes non-contiguës au pôle urbain mais dont au moins 40 % de la population active occupée travaille dans ce dernier. On compare ici les villes-centres à leur périphérie, constituée des banlieues et du périurbain.

que dans les centres des grands pôles. Ce lien persiste lorsqu'on contrôle le sexe, la classe d'âge, le niveau de diplôme et la catégorie socio-professionnelle des personnes interrogées<sup>7</sup>.



Source : Baromètre d'opinion de la DREES

De plus, le Commissariat général à l'égalité des territoires (CGET) a confié au CREDOC une étude visant à mieux cerner la géographie de ces inégalités ressenties<sup>8</sup>.

Le premier constat dévoile que les habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV) ne sont que 6 % à être très satisfaits de leur cadre de vie, contre 24 % hors quartier prioritaire. Ces opinions nettement plus négatives que dans les autres territoires de l'étude s'expliquent en partie par les caractéristiques sociodémographiques des habitants de ces quartiers. Cependant, il existe un effet propre du territoire : vivre dans un QPV influence directement les opinions des individus, à âge, activité, niveau de diplôme et niveau de revenu équivalents.

Le deuxième enseignement fort de cette enquête réside dans le rôle de la taille des agglomérations de résidence. Celle-ci introduit des contrastes importants en termes de perception du cadre de vie. Les habitants des grandes agglomérations sont nettement moins souvent satisfaits de leur cadre de vie que ceux des agglomérations de plus petite taille ou, surtout, des communes rurales (21 % de personnes très satisfaites pour l'agglomération parisienne contre 40 % dans les communes rurales).

<sup>7</sup> Adrien PAPUCHON et Étienne PERRON-BAILLY, « La situation sociale vue par les Français : le choc de la crise de 2008 s'estompe », *Etudes & Résultats* n° 1000, mars 2017.

<sup>8</sup> CGET, *Perception des conditions de vie : des contrastes selon les territoires de résidence*, juin 2017.

Malgré un sentiment d'intégration largement partagé, on relève dans la vague 2016 du baromètre que 46 % des enquêtés disent se sentir souvent ou parfois seuls. Il est à noter que la population concernée par le sentiment de solitude ne correspond pas exactement à la population touchée par l'isolement relationnel. Il existe en effet trois formes de solitude : la vie seule, l'isolement relationnel - qui se caractérise par un nombre d'interlocuteurs hebdomadaires inférieurs à 4, hors interaction au sein du ménage - et le sentiment de solitude<sup>9</sup>. Ainsi, en 2015, 38 % des personnes objectivement isolées déclarent ne pas se sentir seules<sup>10</sup>.

Ce sentiment de solitude est inégalement réparti au sein de la population. Alors que les femmes font moins l'objet d'isolement relationnel que les hommes, elles souffrent plus du sentiment de solitude : 53 % affirment se sentir souvent ou parfois seules alors que 61 % des hommes répondent ne jamais se sentir seuls. De même, la solitude apparaît beaucoup plus marquée chez les chômeurs, les bénéficiaires du RSA et les personnes en situation de handicap, d'invalidité ou de dépendance, qui sont respectivement 24 %, 23 % et 28 % à se sentir souvent seuls.

Les Français expliquent ce sentiment de solitude d'abord par l'absence de relations sociales, par le célibat ou la séparation du conjoint et par l'éloignement des enfants ou d'autres proches<sup>11</sup>.

#### d. Optimisme personnel et pessimisme collectif des Français

Une opposition nette se dessine entre l'opinion que les Français ont de leur situation personnelle et celle qu'ils portent sur la situation générale. Ainsi, huit personnes sur dix affirment que leur situation personnelle globale est bonne alors que seulement 58 % des Français interrogés regardent l'avenir avec confiance, même si, avec l'éloignement du choc de 2008, cette proportion a augmenté de 5 points entre 2013 et 2016<sup>12</sup>.

<sup>9</sup> Bérengère GOURAUD, *Note d'analyse et de synthèse de la MASSP n° 35. Les trois formes de solitude. Vie seule, isolement et sentiment de solitude*, Septembre 2017.

<sup>10</sup> Fondation de France, *Les Solitudes en France*, 2016.

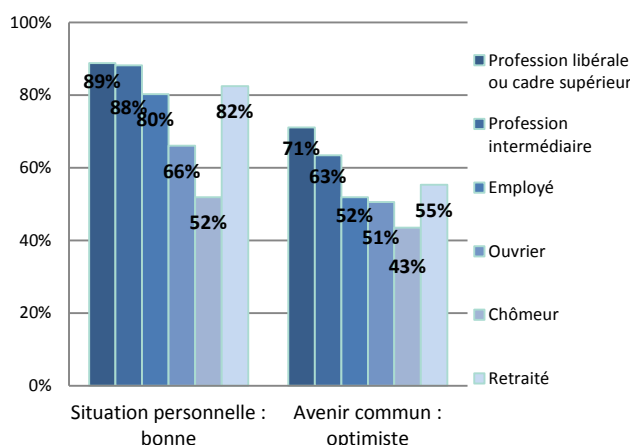
<sup>11</sup> Ibid.

<sup>12</sup> Baromètre d'opinion de la DREES, 2016.



On remarque qu'une différence nette apparaît entre les cadres supérieurs et professions libérales, qui se disent à 90 % satisfaits de leur situation personnelle et à 75 % optimistes, et les chômeurs, qui se disent à 44 % insatisfaits de leur situation personnelle et à 49 % pessimistes.

**La vision des Français sur leur situation personnelle et leur degré d'optimisme selon le groupe socioprofessionnel en 2016**



*Note* : réponses aux questions "Vous personnellement, comment qualifieriez-vous votre situation actuelle ?" et "Quand vous pensez à l'avenir, êtes-vous plutôt optimiste ou plutôt pessimiste ?"

*Source* : Baromètre d'opinion de la DREES

Ce constat apparaît d'ailleurs comme une particularité française lorsqu'on compare les opinions des Européens. Selon l'étude Global Advisor d'Ipsos réalisée à l'automne 2016, les Français considèrent en effet à 88 % que leur pays va dans une mauvaise direction. C'est le taux le plus élevé des 26 pays couverts par cette étude : ils sont 71 % en Allemagne, 64 % aux États-Unis, et 10 % seulement en Chine à penser la même chose. Pourtant, l'indicateur sur le degré de satisfaction dans la vie des Français, mesuré par le Conseil économique, social et environnemental (CESE), indique que ces derniers restent globalement satisfaits de la vie qu'ils mènent à titre individuel avec un indice de 7,2 points sur 10, qui se situe dans la moyenne européenne<sup>13</sup>.

Ce pessimisme est à rapprocher de la volonté de réforme exprimée par les Français. Ainsi, l'idée qu'il faut réformer la société française sur certains points tout en conservant l'essentiel emporte l'adhésion de 68 % des Français,

quand un peu plus d'un quart jugent qu'il est préférable de la réformer radicalement<sup>14</sup>.

Néanmoins, les résultats du CREDOC pour 2016 rentrent en contradiction avec ceux du baromètre de perception de la cohésion sociale. D'après l'enquête « Conditions de vie et aspirations », début 2017, 86 % des Français estiment que la société française a besoin de se transformer profondément. Parmi eux, 47 % souhaitent qu'elle change radicalement d'orientation. Même si les échéances électorales présidentielles ont toujours constitué une hausse de la demande de changement radical, le dernier quinquennat a été marqué par une consolidation de cette tendance qui, depuis 2015, surpasse la tendance réformatrice<sup>15</sup>. Cet écart de résultats sur des questions similaires entre les deux enquêtes est peut-être à attribuer à la différence de méthodes (le baromètre d'opinion de la DREES est réalisé en face à face alors que l'enquête du CREDOC se déroule en ligne)<sup>16</sup>.

Enfin, une majorité de Français se dit personnellement beaucoup préoccupée par le niveau de salaire et le pouvoir d'achat, la pauvreté, l'avenir du système de retraite et le chômage<sup>17</sup>. Selon l'enquête « Conditions de vie et aspirations » du CREDOC, ce sont cependant les préoccupations face à la violence et l'insécurité qui devancent désormais les autres inquiétudes, et notamment celles concernant l'emploi : 36 % des enquêtés citent la violence et l'insécurité parmi leurs deux plus grandes préoccupations contre 32 % pour le chômage (en baisse de 11 points en un an). Avec l'année 2001, il s'agit de la seule vague au cours des trente dernières années qui affiche l'insécurité comme principale préoccupation des Français, et non le chômage. Les Français sont néanmoins moins inquiets qu'à l'époque, puisque le niveau de préoccupations sécuritaires culminait alors à 48 %.

<sup>14</sup> Baromètre d'opinion de la DREES, 2016.

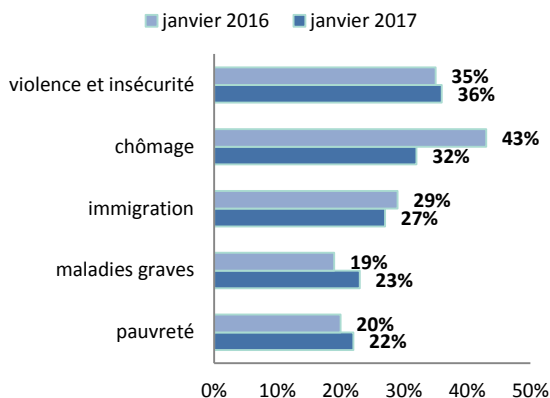
<sup>15</sup> CREDOC, *Note de conjoncture sociétale. L'émancipation*, 2017.

<sup>16</sup> CREDOC, *Une approche de l'effet du passage sur Internet d'une enquête en population générale*, décembre 2015.

<sup>17</sup> Baromètre d'opinion de la DREES, 2016.

<sup>13</sup> Guillaume DUVAL et Pierre LAFONT, *Réconcilier la France. Rapport sur l'état de la France en 2017*, 2017.

### Les préoccupations des Français



*Note* : réponses à la question "Parmi les sujets suivants, quels sont les deux qui vous préoccupent le plus ?"

*Source* : CREDOC, enquêtes « Conditions de vie et aspirations »

## 2. La perception des Français de la diversité et des discriminations

### a. Les Français Les Français clivés autour des questions liées à l'immigration

Selon le baromètre de perception de la cohésion sociale, 56 % des Français perçoivent la diversité des cultures et des origines comme une richesse pour la France, tandis que 43 % des Français continuent de penser que la diversité des cultures rend difficile la vie en commun.

Les opinions sur ce sujet sont clivées au sein de la population française. Ainsi, alors que 64 % des moins de 35 ans voient la diversité comme une richesse, 52 % des 65 ans et plus pensent le contraire. De même, 77 % des cadres ont une vision positive de la diversité contre seulement 45 % des ouvriers. Enfin, si les habitants de la région parisienne se positionnent à 68 % en faveur de la diversité, 63 % des enquêtés dans la région Nord<sup>18</sup> sont d'un avis contraire.

On remarque encore une fois que les résultats du CREDOC s'écartent de ceux du baromètre de perception de la cohésion sociale. Ils indiquent en effet que, début 2017, 52 % des personnes interrogées voient dans la diversité des cultures et des origines une difficulté pour le vivre ensemble, une opinion en hausse de 8 points

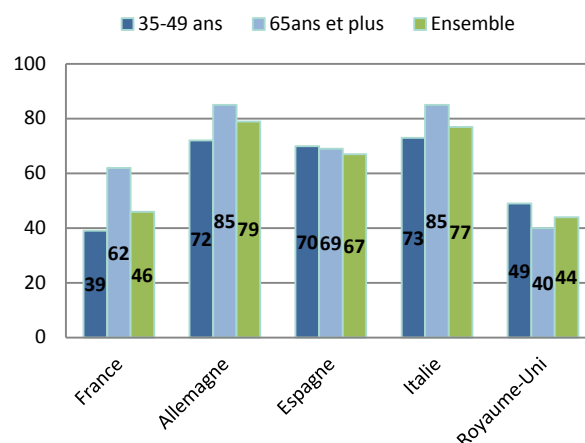
<sup>18</sup> La région Nord évoquée dans la note correspond à l'ancienne région du Nord-Pas-de-Calais.

par rapport à 2015. Cet avis deviendrait alors majoritaire.

L'actualité de l'année 2016 a été marquée par une crise migratoire, focalisant l'attention sur les réfugiés. Ainsi, la préoccupation personnelle des Français pour les migrations de populations entre les pays pauvres et les pays riches est très forte (78 %). Pour rappel, le niveau d'inquiétude se situait entre 44 % et 56 % entre 2000 et 2013.

Cette crise des migrants n'a pas déclenché d'élan général de solidarité. Comparativement à leurs voisins allemands, espagnols et italiens, les Français sont moins enclins à accueillir des réfugiés : ils sont seulement 46 % à se déclarer favorables à l'accueil des migrants contre respectivement 79 %, 67 % et 77 % pour les Allemands, les Espagnols et les Italiens. Ils se rapprochent en cela de l'attitude des Britanniques (44 %). La tranche d'âge 35-49 ans apparaît comme la plus défavorable à l'accueil de réfugiés (39 %) <sup>19</sup>.

### Adhésion à l'accueil des migrants par pays et par tranche d'âge (en %)



*Note* : réponses à la question "Etes-vous favorable ou opposé à ce que les migrants qui arrivent par dizaines de milliers sur les côtes italiennes et grecques soient répartis dans les différents pays d'Europe et à ce que votre pays en accueille une partie ?"

*Source* : Ifop pour la Fondation Jean Jaurès et la Fondation européenne d'études progressistes, "Les Européens face à la crise des migrants", octobre 2015

De plus, malgré une baisse de 2 points cette année, une majorité de Français adhère toujours à l'opinion selon laquelle il y a trop de travailleurs immigrés en France (51 %) <sup>20</sup>. Cet avis est plus largement partagé parmi les plus

<sup>19</sup> Ifop pour la Fondation Jean-Jaurès et la Fondation européenne d'études progressistes, *Les Européens face à la crise des migrants*, octobre 2015.

<sup>20</sup> Baromètre d'opinion de la DREES, 2016.

de 65 ans (60 %), les ouvriers (65 %), les personnes disposant d'un diplôme inférieur au baccalauréat (73 %) et les habitants du Nord (73 %). Il est au contraire minoritaire chez les moins de 35 ans (43 %), les cadres (28 %), les diplômés de bac + 2 ou plus (30 %) et les habitants de la région parisienne (40 %).

Dans le rapport sur la lutte contre le racisme de la Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCNDH), on constate qu'une part importante de l'opinion rend les immigrés en partie responsables de la situation économique et sociale actuelle du pays : 57 % des Français pensent que de nombreux immigrés viennent en France uniquement pour profiter de la protection sociale. Plus précisément, la moitié des personnes interrogées (48 %) considère qu'en France, on a plus de facilité pour accéder aux aides sociales lorsqu'on est immigré ou d'origine étrangère. De plus, une partie non négligeable des Français jugent les immigrés liés à l'insécurité. Ainsi, 39 % des personnes interrogées estiment que l'immigration est la principale cause de l'insécurité<sup>21</sup>.

Néanmoins, 59 % des personnes interrogées adhèrent à l'idée que les pouvoirs publics devraient renforcer leur action pour soutenir l'intégration des personnes étrangères dans la société<sup>22</sup>. Cette idée emporte un soutien particulièrement marqué chez les moins de 30 ans (66 %) et les cadres (75 %). De même, les premiers concernés, Français naturalisés (83 %) et personnes de nationalité étrangère (91 %), soutiennent largement cette opinion.

Par ailleurs, si, selon la CNCNDH, 84 % des Français pensent qu'il est indispensable que les étrangers qui viennent vivre en France adoptent les habitudes de vie françaises, ce niveau a toutefois reculé de 10 points en quatre ans. En outre, la part des Français qui pensent que les problèmes d'intégration sont liés aux personnes étrangères qui ne se donnent pas les moyens de s'intégrer est en très net recul (47 %, - 20 points depuis fin 2013). À noter que la part des Français qui jugent que les enfants d'immigrés nés en France ne sont pas vraiment Français (25 %) a reculé de 11 points par rapport à la fin de l'année 2014. L'apaisement des crispations identitaires a donc un effet positif sur la perception du modèle d'intégration français, qui est jugé plus efficace,

<sup>21</sup> CNCNDH, *La lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie*, 2016.

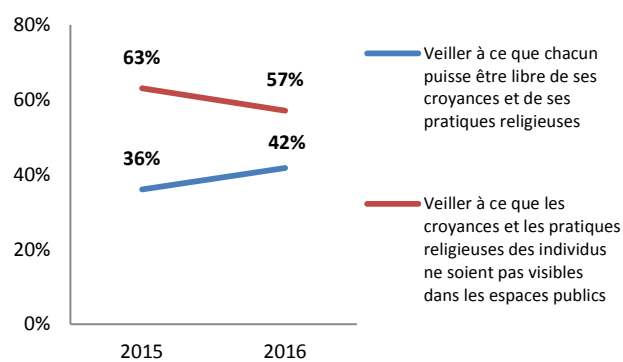
<sup>22</sup> Baromètre de perception de la cohésion sociale DGCS, 2016.

et dont les échecs sont moins mis sur le compte de la mauvaise volonté des immigrés<sup>23</sup>.

## b. Une adhésion croissante à la laïcité, mais selon deux lectures antagonistes

Dans les résultats 2016 du baromètre de la DGCS, 57 % des enquêtés jugent prioritaire que les pouvoirs publics veillent à ce que les croyances et les pratiques religieuses des individus ne soient pas visibles dans l'espace public. Cette opinion est cependant en recul de 6 points par rapport à 2015.

Action des pouvoirs publics en matière de laïcité



Note : réponses à la question "Pour vous, les pouvoirs publics doivent-ils en priorité ?"

Source : Baromètre de perception de la cohésion sociale de la DGCS

Alors que la vision d'une laïcité restrictive rencontre un écho important chez les 50 ans et plus (62 %), les ouvriers (62 %) et les habitants de communes rurales (64 %), cet avis est minoritaire parmi les moins de 35 ans (49 %), les cadres (45 %) et les habitants de l'agglomération parisienne (43 %).

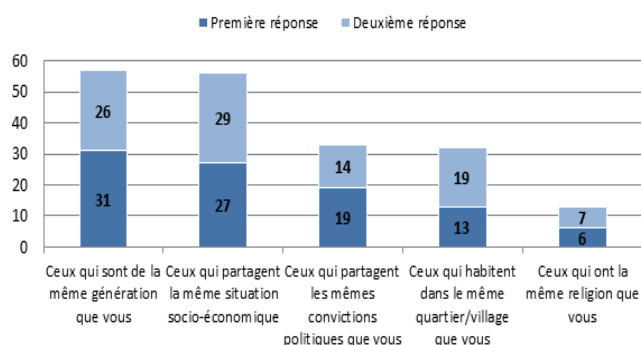
La CNCNDH constate que la laïcité reste perçue par une majorité des Français comme un élément indispensable du vivre ensemble. Elle évoque quelque chose de positif pour 74 % d'entre eux, contre 9 % seulement qui y voient quelque chose de négatif. Les perceptions positives de la laïcité reculent certes de 4 points dans cette vague, mais elles demeurent nettement supérieures aux niveaux recueillis avant 2011<sup>24</sup>.

<sup>23</sup> CNCNDH, *La lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie*, 2016.

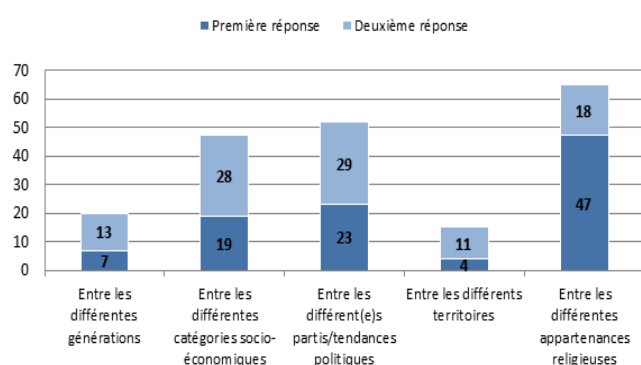
<sup>24</sup> Ibid.

Par ailleurs, on remarque dans le rapport « Lignes de faille » de France Stratégie que, d'une part, les Français s'identifient très peu à leur appartenance religieuse (13 %), mais que, d'autre part, ils anticipent des tensions d'abord entre groupes d'appartenance religieuse (65 %). Les jeunes, qui sont les moins croyants et les moins pratiquants, sont d'ailleurs ceux qui redoutent le plus les frictions entre religions<sup>25</sup>.

**"Vous personnellement, quel est le groupe auquel vous vous identifiez le plus ?" (en %)**



**"Entre quels types de groupes pensez-vous que les tensions seront les plus fortes à l'avenir ?" (en %)**



Source : sondage Ifop pour le rapport "Lignes de faille" de France Stratégie, décembre 2015.

**c. Le déclin contrasté des stéréotypes de genre**

62 % des Français interrogés jugent que les inégalités entre les femmes et les hommes aujourd'hui en France sont importantes<sup>26</sup>. Cette opinion progresse de 4 points par rapport à 2014, mais demeure sensiblement sous le

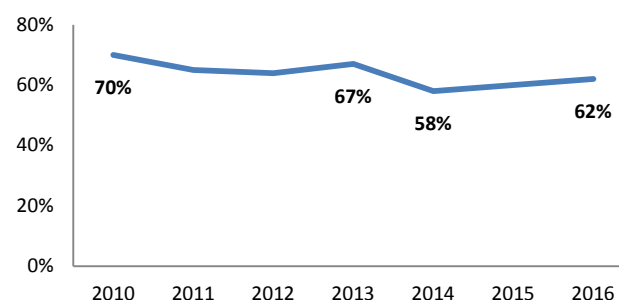
<sup>25</sup> France Stratégie, *Lignes de faille. Une société à réunifier*, octobre 2016.

<sup>26</sup> Baromètre d'opinion de la DREES, 2016.

niveau de 2013 (67 %). Cet avis rencontre un écho particulièrement fort chez les femmes (68 %) et les plus de 35 ans (65 %).

Par ailleurs, près d'un Français sur deux pensent que ces inégalités ont plutôt diminué ces 10 dernières années (48 %). Néanmoins le sentiment qu'elles n'ont pas évolué depuis 10 ans progresse de 8 points (35 %). On relève d'ailleurs un clivage selon le genre des personnes interrogées : 56 % des hommes pensent que les inégalités entre femmes et hommes ont plutôt diminué, contre seulement 42 % des femmes.

**Perception de l'importance inégalités entre les femmes et les hommes**



Note : réponses "Importantes" à la question "Avez-vous le sentiment que les inégalités entre les hommes et les femmes en France sont aujourd'hui... ?"  
Source : Baromètre d'opinion de la DREES

18 % des Français disent, par ailleurs, avoir été témoins au cours des douze derniers mois de discriminations liées au fait d'être une femme<sup>27</sup>. Ce résultat varie selon le groupe social : la proportion atteint 20 % pour les femmes, 34 % pour les 18-24 ans et 30 % pour les cadres.

Pourtant, la majorité de la population estime que les femmes et les hommes possèdent des aptitudes équivalentes. Une très large majorité des enquêtés considère en effet que les femmes ont autant que les hommes l'esprit scientifique (89 %)<sup>28</sup>. On remarque néanmoins que ce sont les femmes qui sont les plus nombreuses à être « tout à fait d'accord » avec cette opinion (63 % contre 58 % des hommes).

<sup>27</sup> Baromètre de perception de la cohésion sociale DGCS, 2016.

<sup>28</sup> Baromètre d'opinion de la DREES, 2016.



Par ailleurs, selon une enquête de l'Insee, seulement 4 % des enquêtés expliquent les écarts en termes de métiers exercés, observés entre les femmes et les hommes, par des différences de compétences ou de capacités. Les personnes interrogées renvoient beaucoup plus souvent ces disparités à l'environnement social : pour 54 % d'entre elles, le déséquilibre dans la répartition des métiers résulte des différences dans les conseils donnés aux filles et aux garçons. Une part plus importante encore des enquêtés (63 %) explique la moindre présence des filles dans les compétitions sportives par le fait qu'elles sont moins encouragées à y participer, plutôt que par un défaut de goût pour la compétition (12 %) <sup>29</sup>.

Une minorité conséquente des personnes interrogées souscrivent néanmoins à des stéréotypes de genre qui induisent une division très marquée des rôles sociaux. Ainsi, deux Français sur dix considèrent que, dans l'idéal, les femmes devraient rester à la maison (21 %) et la moitié des personnes interrogées considèrent par ailleurs que les mères répondent mieux aux besoins des enfants que les pères (53 %) <sup>30</sup>. On remarque ici, alors que la première opinion suscite une adhésion comparable parmi les femmes et les hommes (respectivement 21 % et 22%), que la seconde est soutenue par une majorité d'hommes (59 %) mais une minorité de femmes (47 %). Un clivage important apparaît également lorsqu'on s'intéresse à l'âge des personnes interrogées. Parmi les plus de 50 ans, 26 % sont d'accord avec l'opinion selon laquelle les femmes devraient rester à la maison et 58 % avec celle selon laquelle les mères répondent mieux aux besoins des enfants, alors qu'ils sont respectivement 14 % et 46 % dans ce cas chez les moins de 35 ans.

On remarque finalement que, si les personnes interrogées affirment assez rarement que les femmes sont par essence moins aptes ou moins enclines que les hommes à réaliser certaines activités, ils adhèrent beaucoup plus souvent à l'idée selon laquelle les femmes disposeraient de compétences et d'appétences supérieures pour les soins aux personnes et, surtout, les soins aux enfants <sup>31</sup>.

<sup>29</sup> Insee, *Enquête de conjoncture auprès des ménages*, plateforme « Opinions sur la place des hommes et des femmes dans la société », septembre 2014.

<sup>30</sup> Baromètre d'opinion de la DREES, 2016.

<sup>31</sup> Adrien PAPUCHON, *Rôles sociaux des femmes et des hommes. L'idée persistante d'une vocation maternelle*

## 3. Les Français et le système de protection sociale

### a. L'attachement au système de protection sociale actuel

Selon le baromètre de perception de la cohésion sociale, l'attachement des Français au modèle social français reste fort, puisque 77 % d'entre eux pensent qu'il peut servir de modèle à d'autres pays. 74 % des Français pensent également que la Sécurité sociale fournit un niveau de protection suffisant, ce qui souligne la confiance ressentie à l'égard du système. Cependant, ces deux opinions marquent un net recul de respectivement 5 et 4 points par rapport à 2015, revenant aux taux mesurés en 2014.

64 % des Français jugent par ailleurs que le système de Sécurité sociale français coûte trop cher à la société. Les ouvriers en sont les plus convaincus (76 %). Mais, dans le même temps, six Français sur dix jugent normal que la France consacre environ un tiers du revenu national au financement de la protection sociale. Moins de deux Français sur dix jugent que c'est excessif (18 %).

De plus, moins d'un quart des Français se disent prêts, compte tenu de leurs revenus, à accepter une diminution des prestations pour payer moins d'impôts ou moins de cotisations quelles que soient les prestations testées. Ainsi, 19 % seulement des Français seraient prêts à accepter une diminution des retraites, des prestations de l'assurance maladie, des allocations aux personnes handicapées et des allocations aux personnes dépendantes. Bien plus, cette proportion a sensiblement reculé depuis 2012 : de 15 points pour les allocations aux personnes handicapées et dépendantes, de 13 points pour les retraites et l'assurance maladie, de 5 points pour les allocations chômage et de 4 points pour les allocations familiales.

Enfin, les personnes interrogées souhaitent que les efforts pour réduire le déficit de la branche maladie de la Sécurité sociale ne se fassent pas au détriment des assurés. Parmi huit mesures soumises à ce titre aux enquêtés, ce sont en effet la taxation des fabricants de médicaments (83 %) ainsi que la limitation des tarifs des professionnels de santé (81 %) qui recueillent

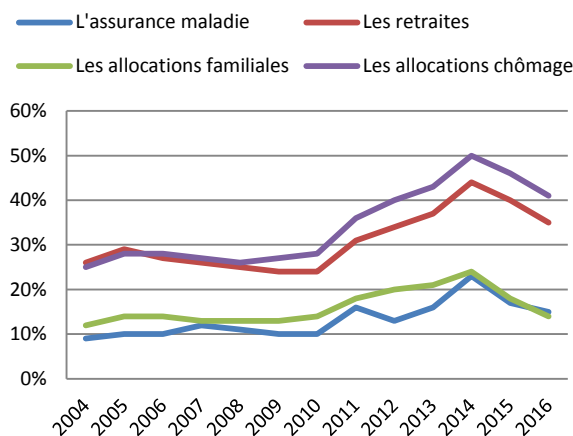
*des femmes malgré le déclin de l'adhésion aux stéréotypes de genre*, 2017.

l'approbation la plus large. Au contraire, la proposition de restreindre les remboursements de certaines prestations est minoritaire (41 %), en particulier s'il s'agit de réduire la prise en charge des maladies longues (15 %).

Au cours des années précédentes, plusieurs études ont fait état de la baisse notable du soutien à l'universalité des allocations familiales, de l'assurance maladie, de l'assurance chômage et du système de retraite. Un basculement semblait s'opérer dans l'opinion en faveur d'une couverture sociale réservée aux seuls cotisants<sup>32</sup>.

Cette tendance s'inverse depuis 2015 pour tous les domaines de la protection sociale. De 2014 à 2016, la part des enquêtés qui jugent que les allocations ne devraient bénéficier qu'aux cotisants a reculé de 9 points pour le chômage (41 %) et les retraites (35 %), de 8 points pour l'assurance maladie (15 %) et de 10 points pour les allocations familiales (14 %) <sup>33</sup>.

#### Soutien des Français à la restriction des prestations aux seuls cotisants



*Note* : réponses "Uniquement à ceux qui cotisent" à la question "A votre avis les prestations doivent bénéficier ... ?"  
*Source* : Baromètre d'opinion de la DREES

#### Le revenu universel connu par une majorité et peu soutenu

Le revenu universel aurait pour objectif de distribuer à tous et sans contrepartie un montant identique d'aide, quel que soit le statut des individus, qu'ils disposent par ailleurs de

<sup>32</sup> Adrien PAPUCHON et Étienne PERRON-BAILLY, « La situation sociale vue par les Français : le choc de la crise de 2008 s'estompe », *Etudes & Résultats n° 1000*, mars 2017.

<sup>33</sup> Baromètre de perception de la cohésion sociale DGCS, 2016.

revenus faibles ou élevés, qu'ils travaillent ou non.

D'après le baromètre d'opinion de la DREES de 2016, près de la moitié des Français ont entendu parler du revenu universel (48 %) et 15 % déclarent en avoir une connaissance précise.

Les personnes de 50 ans ou plus déclarent plus souvent connaître le revenu universel (53 % contre 44 % pour les moins de 50 ans). De même, les personnes aux niveaux de vie les plus élevés ainsi que les plus diplômées déclarent davantage connaître ce dispositif (respectivement 72 % et 65 %). Toutefois, ce résultat est à interpréter avec prudence car de précédents travaux menés sur le baromètre ont mis en lumière l'existence d'un biais social, les personnes diplômées ou à niveau de vie élevé avouant moins souvent leur ignorance<sup>34</sup>.

Une personne interrogée sur cinq est favorable à la mise en place d'un revenu universel sans condition de ressources (19 %). Elles sont deux fois plus nombreuses (37 %) à souhaiter une allocation unique réservée aux personnes les plus en difficulté. Enfin, une majorité relative (44 %) reste attachée au système actuel.

Lorsqu'on interroge l'ensemble des enquêtés sur le montant du revenu universel, dans l'hypothèse où il finirait par être mis en place, plus de la moitié des personnes interrogées souhaiteraient que le montant du revenu universel soit de 1 000 euros environ (56 %). Ce niveau indicatif semble partagé par toutes les catégories de population.

Les enquêtés se sont également prononcés sur les objectifs auxquels devrait répondre le revenu universel. Deux d'entre eux sont privilégiés : établir un niveau de vie garanti pour tous (85 % d'avis favorables) et simplifier les démarches administratives (83 %).

Il est important de noter que le terrain d'enquête pour ce baromètre s'est déroulé d'octobre à décembre 2016. Quelques mois plus tard dans le cadre d'une autre enquête, on observe une nette hausse du taux de personnes ayant entendu parler du revenu universel (91 % dont 58 % déclarent en avoir une connaissance précise<sup>35</sup>), conséquence des

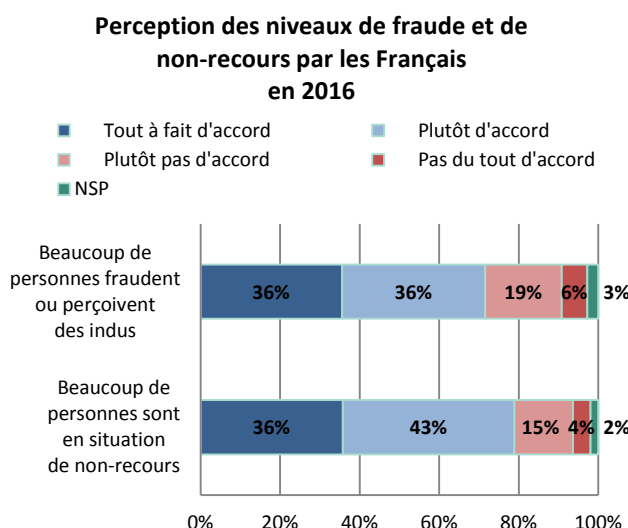
<sup>34</sup> Adrien PAPUCHON, « Prestations sociales : les personnes éligibles sont-elles les mieux informées ? », *Etudes et Résultats n° 954*, mars 2016.

<sup>35</sup> BVA, *Revenu universel et marché du travail*, février 2017.

débats lors de la campagne pour l'élection présidentielle.

### b. La perception d'un taux de non-recours et d'une fraude élevés

Dans cette vague du baromètre, les personnes ont également été interrogées sur l'importance des phénomènes de non-recours et de fraude concernant les prestations sociales en général (handicap, dépendance, vieillesse, chômage, maladie, précarité, exclusion). Ainsi, huit Français sur dix estiment que beaucoup de personnes ne bénéficient pas des prestations ou droits auxquels elles peuvent prétendre. 74 % des enquêtés estiment également que beaucoup de personnes perçoivent des prestations alors qu'elles n'y ont pas droit. C'est une majorité de Français (60 %) qui estime à la fois que le non-recours et la fraude sont fréquents.



*Note : réponses à la question "Êtes-vous tout à fait, plutôt ou plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord avec les affirmations suivantes ?"*

*Source : Baromètre de perception de la cohésion sociale de la DGCS*

La réponse varie selon le niveau de diplôme : le non-recours semble être moins répandu dans l'esprit des plus diplômés et des étudiants. En effet, 84 % des personnes disposant d'un diplôme inférieur au bac pensent que beaucoup de personnes ne bénéficient pas d'allocations ou de prestations auxquelles elles ont droit, contre 72 % des personnes titulaires d'un bac + 3 ou plus.

Le niveau de vie joue aussi sur l'appréciation de l'importance de ces phénomènes, les plus aisés les jugeant moins répandus. Parmi les bénéficiaires du RSA, la probabilité de déclarer que de nombreuses personnes sont en situation de non-recours ou de fraude est encore plus

élevée : respectivement 90 % et 82 % d'entre eux partagent ces opinions.

Le manque d'informations sur les aides, ou sur les organismes auxquels s'adresser, apparaît de loin comme la principale raison du non-recours selon les Français (55 %), devant le fait que les démarches à faire sont trop complexes et trop longues (21 %). Les raisons invoquées pour expliquer le non-recours ne diffèrent pas sensiblement d'une catégorie sociale à une autre, y compris lorsqu'on distingue les bénéficiaires d'une prestation des personnes qui n'en perçoivent aucune.

### c. Une empathie plus forte envers les plus démunis

Les résultats du baromètre 2016 de la DGCS indiquent que 61 % des Français jugent que les pouvoirs publics ne font pas assez pour les plus démunis contre 30 % qui pensent qu'ils font ce qu'ils doivent et 8 % qu'ils en font trop. Ce sentiment est plus marqué que la moyenne chez les ouvriers (66 %), les chômeurs (76 %), et les Français ayant un niveau de vie inférieur à 900 € par mois (68 %).

Parallèlement, 51 % des Français considèrent qu'actuellement, compte tenu de leur situation globale, du montant des aides publiques (RSA, allocations familiales, aides au logement), et du montant de leurs impôts, ils sont suffisamment aidés par les pouvoirs publics ou n'ont pas besoin d'être aidés - quand 44 % d'entre eux estiment qu'ils auraient besoin d'être davantage aidés par les pouvoirs publics. Néanmoins, le souhait d'être davantage aidé par les pouvoirs publics est majoritaire chez les moins de 50 ans (50 %), les bénéficiaires du RSA (70 %) et les ouvriers (64 %) et est particulièrement marqué chez les chômeurs (67 %).

De plus, la pauvreté et l'exclusion ont augmenté en France ces cinq dernières années aux yeux de 93 % des Français<sup>36</sup>. 89 % d'entre eux pensent par ailleurs que la pauvreté et l'exclusion en France vont plutôt augmenter à l'avenir. Ce sentiment ne provient pas directement d'une menace ressentie pour sa situation personnelle, puisque 59 % des personnes interrogées s'estiment à l'abri du risque de pauvreté pour les cinq prochaines années. La peur de tomber dans la pauvreté affecte toutefois particulièrement les chômeurs, dont 58 % se sentent déjà pauvres ou craignent de le devenir. C'est également le cas d'un actif

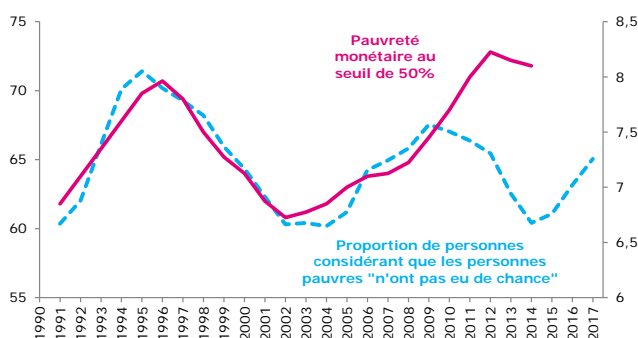
<sup>36</sup> Baromètre d'opinion de la DREES, 2016.

disposant d'un emploi à temps plein sur trois, notamment les moins diplômés (48 % ont un diplôme inférieur au niveau CAP-BEP).

Amenée à donner leur sentiment sur les raisons pouvant expliquer que des personnes se trouvent en situation d'exclusion ou de pauvreté, une majorité de Français met en cause l'état du marché du travail : 70 % des Français adhèrent à l'idée que ces personnes manquent de qualifications, de diplômes pour trouver ou retrouver un emploi et 67 % qu'il n'y a pas assez de travail pour tout le monde. L'hypothèse que ces personnes sont en situation d'exclusion et de pauvreté parce qu'elles ne veulent pas travailler trouve cependant un écho non négligeable auprès des Français (49 %). Cette justification emporte un soutien majoritaire chez les ouvriers (58 %) et les artisans commerçant (55 %).

Selon les enquêtes du CREDOC, entre 1990 et 2008, les opinions exprimées sur la pauvreté étaient très sensibles au contexte économique : lorsque le taux de pauvreté monétaire augmentait, les Français avaient tendance à faire preuve de davantage d'empathie envers les plus démunis. La crise de 2008 a marqué un écart par rapport à cette tendance : l'opinion a alors fait preuve de plus de sévérité vis-à-vis des catégories modestes. Depuis 2015, on observe une hausse de 3 points de personnes estimant que si certaines personnes vivent dans la pauvreté, c'est plutôt parce qu'elles n'ont pas eu de chance, alors que le taux de pauvreté monétaire diminue<sup>37</sup>.

**Empathie envers les plus démunis et taux de pauvreté monétaire à 50 %**



Source : CREDOC, enquêtes « Conditions de vie et aspirations »

<sup>37</sup> CREDOC, *Note de conjoncture sociétale. L'émancipation*, 2017.

## Conclusion

En conclusion, il semble important de relever l'importance du sentiment de déclassement intergénérationnel en France. En 2004, 34 % des Français estimaient que la situation de leurs parents était meilleure que la leur au même âge. Ils sont désormais 46 % à le penser en 2016, contre 28 % à estimer que la situation de leurs parents était moins bonne. Ce sentiment de déclassement est aujourd'hui particulièrement marqué chez les 35-49 ans (58 %), les ouvriers (62 %), les chômeurs (76 %) et les bénéficiaires du RSA (64 %)<sup>38</sup>.

Le rapport « Lignes de faille » de France Stratégie met en lumière que, dans le même temps, les Français s'identifient de moins en moins aux classes moyennes et davantage aux classes populaires. Le sentiment d'appartenir à la classe moyenne, qui rassemblait trois Français sur quatre en 2006, n'était plus partagé en 2013 que par deux Français sur trois. La classe moyenne, si elle demeure le groupe d'appartenance le plus mentionné, est donc en recul<sup>39</sup>.

Le sentiment d'appartenir aux classes populaires s'est lui accru depuis quinze ans. 59 % des Français se sentaient appartenir aux classes moyennes inférieures, populaires et défavorisées en 1999 ; ils sont 74 % en 2015, selon l'enquête « Conditions de vie et aspirations » du CREDOC.

Conséquence de ce sentiment, un peu plus de la moitié des Français ont une perception de leur niveau de vie relatif qui n'est pas conforme à sa mesure objective : un tiers d'entre eux le sous-estiment<sup>40</sup>.

<sup>38</sup> Baromètre d'opinion de la DREES, 2016.

<sup>39</sup> Thomas AMADIEU et Nicolas FRAMONT, « La montée du sentiment d'appartenance de classe et de la perception des antagonismes sociaux », *Les Focus de DYNEGAL n° 1*, février 2014.

<sup>40</sup> Marie CLERC, « Le positionnement sur l'échelle des niveaux de vie. Deux personnes sur trois se positionnent dans le tiers intermédiaire », *Insee Première n° 1515*, septembre 2014.



## Annexe

### Questionnaire

#### XII) Cohésion sociale

##### a) **Appréciation de la cohésion sociale**

*La cohésion sociale peut être définie comme la force des liens qui unissent les citoyens. C'est la capacité d'une société à associer le bien-être de tous ses membres, en réduisant les inégalités et en évitant la marginalisation.*

##### CS1

Selon vous, la cohésion sociale en France est-elle actuellement :

1. Très forte
2. Assez forte
3. Pas très forte
4. Pas du tout forte
5. [NSP]

##### CS2

Selon vous, que doivent faire les pouvoirs publics en priorité pour renforcer la cohésion sociale ?

1. Assurer à tous la possibilité d'occuper un emploi
2. Délivrer à tous une éducation de qualité
3. Garantir à tous la possibilité de se soigner
4. Favoriser l'égalité entre les hommes et les femmes
5. Aider les jeunes à démarrer dans la vie
6. Soutenir les personnes handicapées ou dépendantes et leur famille
7. Avoir une politique culturelle dynamique, qui permette des moments de partage entre les citoyens
8. Favoriser la diversité des populations dans chaque quartier
9. Soutenir la croissance économique
10. Punir plus sévèrement les délinquants
11. Autre
12. [NSP]

##### b) **Appartenance et sentiment d'être intégré dans la société**

##### CS4

Auquel de ces lieux, avez-vous personnellement le sentiment d'appartenir avant tout ?

1. A votre commune, à votre quartier
2. A votre département
3. A votre région
4. A la France
5. A un autre pays que la France
6. A l'Europe
7. Au monde
8. [NSP]

**CS5**

Avez-vous le sentiment d'être intégré dans la société française ?

1. Très bien intégré
2. Assez bien intégré
3. Pas bien intégré
4. Pas intégré du tout
5. [NSP]

**CS6**

Qu'est-ce qui vous semble le plus important pour être intégré dans la société française ? Est-ce principalement le fait :

1. D'avoir un travail qui vous convient
2. D'être bien entouré par votre famille ou vos amis
3. De partager une culture et des valeurs communes
4. D'avoir un rôle de citoyen actif
5. D'avoir un niveau de vie convenable
6. D'être de nationalité française
7. [NSP]

**CS17**

Selon vous, les pouvoirs publics devraient-ils renforcer leur action pour soutenir l'intégration des personnes étrangères dans notre société ?

1. Oui
2. Non
3. [NSP]

**CS18**

Estimez-vous que les pouvoirs publics font trop, font ce qu'ils doivent ou ne font pas assez pour les plus démunis ?

1. Les pouvoirs publics font trop
2. Les pouvoirs publics font ce qu'ils doivent
3. Les pouvoirs publics ne font pas assez pour les plus démunis
4. [NSP]

**CS13**

Pour vous, les pouvoirs publics doivent-ils en priorité ?

1. Veiller à ce que chacun puisse être libre de ses croyances et de ses pratiques religieuses
2. Veiller à ce que les croyances et les pratiques religieuses des individus ne soient pas visibles dans les espaces publics
3. [NSP]

**CS14**

Quelle opinion se rapproche le plus de la vôtre ?

1. La diversité des cultures et des origines est une richesse pour notre pays
2. La diversité des cultures et des origines rend difficile la vie en commun dans notre pays
3. [NSP]

### CS9

Au cours des 12 derniers mois, avez-vous été témoin de discriminations liées au fait d'être une femme ?

1. Oui
2. Non
3. [NSP]

### CS19

Il existe, dans notre pays, un certain nombre de droits, de services et d'allocations pour aider les citoyens à faire face aux différents risques sociaux : handicap, dépendance, vieillesse, chômage, maladie, précarité, exclusion, etc. Êtes-vous tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord avec les affirmations suivantes :

1 Beaucoup de personnes ne bénéficient pas des droits ou allocations auxquels elles prétendent

2 Beaucoup de personnes perçoivent des allocations alors qu'elles n'y ont pas droit

1. Tout à fait d'accord
2. Plutôt d'accord
3. Plutôt pas d'accord
4. Pas du tout d'accord
5. [NSP]

### CS20

Pour quelle raison principale pensez-vous que certaines personnes ne bénéficient pas d'allocations, droits, aides ou tarifs sociaux auxquels elles peuvent prétendre :

1. Par manque d'information sur les aides, ou sur les organismes à qui s'adresser
2. Parce que les démarches à faire sont trop complexes et trop longues
3. Parce qu'elles préfèrent s'en sortir par elles-mêmes
4. Parce qu'elles refusent de dépendre de l'aide sociale et d'être considérées comme des assistées
5. Pour ne pas avoir à rendre des comptes, à faire l'objet de contrôle
6. Pour ne pas subir des conséquences négatives (perte d'autres droits, obligation de payer des impôts, problèmes administratifs, etc.)
7. Parce que ces aides n'apportent pas grand-chose financièrement
8. Autre
9. [NSP]

### CS12

Vous arrive-t-il de vous sentir seul ?

1. Souvent
2. Parfois
3. Jamais
4. [NSP]